

L'Organisation communiste libertaire n'est pas un parti, en ce sens que nous ne lui attribuons pas un rôle d'avant-garde destinée à diriger les luttes ; elle n'est qu'un des multiples lieux des mouvements sociaux en lutte contre l'ordre capitaliste et patriarcal.

Un de nos principes fondamentaux est que le fonctionnement d'une organisation doit être conforme à son projet politique, en ce que les moyens déterminent la fin. L'OCL s'efforce donc d'être un lieu d'expérimentation et d'élaboration de rapports différents entre les personnes et entre les groupes.

Nous fonctionnons selon quelques principes tels que la démocratie directe et la décentralisation. L'OCL repose sur une base militante et bénévole, sans permanent ni salarié d'aucune sorte. L'appartenance à l'OCL est soumise à l'acceptation du groupe local. La liaison entre les groupes ou les individus isolés se fait par l'intermédiaire d'un Bulletin interrégional (BIR).

Le fonctionnement par commissions journal (CJ) tournantes de Courant alternatif permet de se rencontrer chaque mois dans une ville différente, sans secrétariat ou autre bureau politique déguisé. Cela favorise une évidente homogénéité dans les positions et les pratiques des groupes, par le débat régulier en assemblée. Les CJ sont ouvertes aux personnes extérieures intéressées, qui peuvent participer à part égale à la réalisation du journal.

L'OCL connaît également deux moments importants d'échanges, d'analyses et d'élaboration politique — d'une part avec ses Rencontres nationales, qui se tiennent au minimum tous les deux ans ; d'autre part, et depuis plus de trente ans, avec son « camping » estival qui dure deux semaines. S'y retrouvent des personnes désireuses de faire le point sur les luttes de l'année écoulée et d'autres questions, mais aussi d'apprendre à se connaître dans une vie quotidienne mêlant autogestion et convivialité. Depuis 2005, ce « camping » est organisé avec nos camarades de l'OLS, et, dans un souci d'éviter toute confusion avec le tourisme vert ou militant, il s'appelle désormais « Rencontres libertaires d'Eychehat ».

Parallèlement à cette structuration hexagonale, des groupes OCL éditent leur propre matériel (journaux locaux, tracts, affiches...), et définissent librement leurs axes d'intervention et leur positionnement sur le terrain.

L'OCL est un outil conçu pour échanger et agir ; prendre des initiatives et participer, dans la mesure de nos moyens, aux recompositions politiques et sociales que la situation exige. Il s'agit de remettre au goût du jour l'idée qu'il faut changer ce monde ; de pousser à l'émergence d'un pôle révolutionnaire qui ne se prenne pas les pieds dans les filets de la social-démocratie et du citoyenisme ; de réaffirmer la primauté des antagonismes de classes dans toute lutte. Nous ne cherchons pas à recruter, mais à partager des analyses pour les mettre en œuvre collectivement sur des bases communes. L'intégration à l'OCL se fait ainsi par assimilation progressive à partir de pratiques de lutte, et non par l'adhésion à quelque charte ou manifeste ronflant.

L'antipatriarcat

Nous luttons contre le patriarcat, système d'oppression imposant une inégalité entre les sexes, car nous ne reconnaissons à personne le droit de dicter notre identité et nos vies et de disposer de notre corps. La reproduction de cette inégalité octroie aux hommes les droits de la sphère publique (force, pouvoir, violence, prise de décisions, représentation...) ; aux femmes, les devoirs de la sphère privée (fécondité, éducation des enfants, tâches ménagères, soumission sexuelle et sociale, conformité aux normes de beauté...). L'Homme et la Femme, comme le « vrai mec » et la « bonne meuf », ne sont que des images, des représentations et des constructions que le système patriarcal organise et perpétue selon des principes séparés, hiérarchisés et inégalitaires pour maintenir la domination masculine sur la société.

Nous nous inscrivons dans l'histoire du mouvement des femmes, et pensons que la lutte antipatriarcale ne doit être ni isolée ni secondaire mais être menée de pair avec les autres luttes sociales : aucune victoire sur le terrain de l'anticapitalisme ou de l'anticolonialisme, par exemple, ne garantissant la fin de l'oppression patriarcale.

Nous sommes très critiques envers les pseudo-avancées féministes telles que la loi sur la parité en politique, comme envers les modèles de superwomen enchaînant travail salarié et tâches imposées classiquement aux femmes (ménage, enfants...). Et nous combattons le retour à l'ordre moral — auquel les religions comme la « laïcité » participent à leur niveau — qui s'opère à travers le formatage des comportements sexuels ou sociaux imposé par la société patriarcale aux femmes et aux hommes. Une révolution antipatriarcale et sexuelle reste à faire !



OCL c/o Egregore BP 1213 - 51058 Reims cedex

oclibertaire@hotmail.com

Le capitalisme domine encore plus largement le monde aujourd'hui qu'hier. Ce système économique a bien montré, tout au long du XXe siècle, son incapacité à supprimer les inégalités, la misère et l'exploitation. Au contraire, il s'en nourrit et les engendre : guerres, massacres, famines se sont multipliés sur la planète comme jamais ; des années de colonialisme et de néocolonialisme ont accéléré le pillage des ressources des peuples du Sud au même rythme que l'extermination de populations entières ; le développement technologique conçu comme pourvoyeur de profits a entraîné une lente et inexorable destruction de l'écosystème de la planète. Partout, l'exploitation des prolétaires par une minorité de nantis au service de la bourgeoisie qui achète à bas prix les services d'armées de travailleurs précaires, soumis à la flexibilité et sans cesse menacés par le chômage, se fait plus pressante.

Ce système capitaliste, nous voulons le détruire. Il n'est ni éternel ni le meilleur des mondes possibles, contrairement à ce que veulent nous faire croire ses défenseurs, de quelque bord soient-ils.



Nous luttons pour une société dans laquelle les moyens de production et d'échanges seront gérés non par leurs propriétaires « légaux » actuels ou par des bureaucrates de l'Etat, mais directement par les gens concernés au premier plan, c'est-à-dire les producteurs. Une gestion assurée par des assemblées de base des conseils d'usine, de quartier, de village, de ville et de région, composés de celles et ceux qui y vivent et y travaillent, et qui ont ainsi la possibilité de se fédérer librement pour déterminer la quantité, la qualité et l'usage de la production. Une société dans laquelle le principe de base sera « De chacun-e selon ses possibilités à chacun-e selon ses besoins » : une société économiquement communiste, sans classes et sans Etat.

Partis et syndicats ne pourront être les gérants de cette nouvelle forme d'organisation de la production et de la répartition, mais seulement des forces de proposition. Dans ces nouvelles structures, toutes les formes permanentes de délégation de pouvoir sans mandat précis ni révocation possible à tout moment, de Parti-guide, de Parlement, de structures étatiques, seront écartées pour laisser la place à l'auto-organisation des prolétaires.

Les modalités d'application du communisme libertaire ne sont pas à déterminer à l'avance : elles dépendront des situations générales et particulières, des formes locales de culture, des possibilités et des désirs. Pour autant, le communisme libertaire n'est pas qu'une vague utopie. L'histoire des révoltes et des tentatives de révolution fourmille d'exemples de l'application concrète de notre projet anarchiste révolutionnaire, adapté aux situations particulières d'une époque ou d'un lieu — la Commune de Paris, les soviets dans la Russie de 1917, l'insurrection makhnoviste en Ukraine de 1918 à 1921, les collectivisations dans l'Espagne de 1936, les conseils ouvriers en Hongrie en 1956, etc.

Notre projet communiste libertaire est aux antipodes du communisme étatique qui dominait les pays de l'Est. Ce dernier s'est effondré, et nous ne pouvons que nous en réjouir ! Cela faisait plus de quatre-vingts ans que le courant libertaire dénonçait ces pays dits communistes comme étant des dictatures sanglantes, qui pratiquaient un capitalisme d'Etat ayant substitué à la forme classique de la propriété privée la domination d'une classe bureaucratique dirigeant la production et les échanges pour son propre compte.

Le modèle social-démocrate, qui entendait parvenir au socialisme par une succession de réformes en s'emparant du pouvoir d'Etat par les élections, s'est heurté à la toute-puissance du modèle capitaliste, qui joue tour à tour de la répression et de l'intégration. Il y a bien longtemps que les « socialistes » ont renoncé à se battre pour une société égalitaire et sans exploitation.

... et Libertaire

Mais l'oppression que nous voulons supprimer ne se cantonne pas à une sphère strictement économique. Elle touche à tous les rapports de pouvoir. Nous voulons une société politiquement libertaire sans domination d'aucune sorte.

Nous luttons contre toutes les formes d'uniformisation (des modes de vie, des cultures, de la production et de la consommation) imposées par le développement capitaliste.

Nous luttons pour de nouveaux rapports entre les hommes et les femmes, où la valorisation de la virilité et la soumission n'auront plus lieu d'être. Car une société sans classes ne mène pas forcément à l'éradication du patriarcat (système de domination des hommes sur les femmes) : celui-ci mérite une lutte spécifique, parce qu'il traverse l'ensemble des classes sociales et préexiste au capitalisme. La lutte contre le patriarcat est une lutte pour la déconstruction des genres masculin et féminin modelés et imposés par l'ensemble des sociétés préexistantes. Se réapproprier nos identités personnelles, c'est refuser d'intégrer un statut social lié à notre sexe et c'est refuser que les normes actuelles (hétérosexualité, monogamie...) soient des codes de notre vie. Nous voulons vivre librement notre corps et nos désirs.

Nous ne voulons plus d'une société où le travail n'est pas une activité humaine partagée en fonction de besoins librement décidés, mais un esclavage salarié destiné à produire n'importe quoi, du moment que ça se vend et que les capitalistes peuvent réaliser, par ce biais, des profits.

Il nous faut tordre le cou aux « vieilles croyances » que sont la nécessité de la croissance, du productivisme, de la prépondérance de l'« économie ».

De très nombreux courants socialistes ont lié la possibilité du communisme à une réalisation de l'abondance. Mais l'idéologie de la croissance, économique et démographique, est une course perdue d'avance : elle ne fait que renforcer les inégalités entre les gens et abaisser la qualité de la vie ; notre planète ne peut permettre à toute la population mondiale d'accéder aux modes de consommation des classes supérieures des pays riches.

Les alternatives locales aux modes de consommation et de production qui tentent un peu partout de se mettre en place nous paraissent révélatrices du besoin de réappropriation collective de l'espace de nos vies que restreignent de plus en plus les productivistes. Même si ces alternatives, en l'absence d'une lutte globale contre le système et d'un projet politique, restent limitées quant à leur possibilité de changer réellement la vie.

Dans la mesure où notre projet politique s'est historiquement construit au fil et au cœur des mouvements sociaux, des révoltes et des tentatives d'établir des rapports sociaux égalitaires, c'est dans ces mouvements qu'il faut combattre, y compris en s'élevant contre certains de leurs aspects qui chercheraient à reproduire un ordre ancien (ou à en créer un nouveau) de domination. Ce sont dans les contradictions et les conflits actuels de la société que plongent les racines d'une autre forme d'organisation sociale dont l'ébauche jaillit parfois spontanément, dans certaines situations. Nous pensons que c'est lorsque les gens sont « en mouvement », dans des moments partiels de rupture, qu'ils sont porteurs d'idées et de pratiques correspondant le mieux à nos aspirations.

Abonnez-vous à Courant Alternatif !



Courant Alternatif est le mensuel édité par l'OCL. De la contre information aux débats et aux prises de position, Courant Alternatif est un point de vue communiste Libertaire sur l'actualité et les mouvements sociaux.



- ★ Abonnement 1 an (10 numéros) <> 25 €
- ★ Tarif réduit pour toutes sortes de fauché-e-s <> 15 €
- ★ Abonnement de soutien <> 30 €
- ★ Abonnement à l'essai (3 n°) <> 5 €
- ★ 1 numéro gratuit sur demande <> 0 €

Chèque à l'ordre de "La Galère"
à OCL/Egégore B.P 1213 - 51058 Reims Cedex

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code Postal :

Ville :

e-mail (pour recevoir les infos du site) :

La lutte des classes et le syndicalisme	<p>« L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des classes », déclarait Marx. Avant lui, la lutte des classes avait été reconnue par des révolutionnaires comme Proudhon ou Babeuf, mais aussi par des économistes bourgeois comme Guizot. L'originalité de Marx réside dans le fait d'affirmer que les classes sont liées à des phases précises du développement des forces productives ; et que la lutte des classes, dans les sociétés industrialisées, déboucherait automatiquement sur une phase transitoire (la dictature du prolétariat) vers une société sans classes. Si nous sommes d'accord avec le premier point, nous ne partageons pas, en revanche, la vision linéaire de l'histoire contenue dans le second. Pour nous, le communisme n'est pas inéluctable, et le développement du capitalisme, la constitution d'Etats-nations, de démocraties parlementaires ne sont pas des étapes obligées vers une société sans classes. Cette vision « progressiste » de l'histoire a souvent amené les révolutionnaires à participer à l'accélération du développement capitaliste plutôt qu'à sa destruction : à leur corps défendant, ils ont achevé la révolution bourgeoise, c'est-à-dire éliminé le précapitalisme plus que le capitalisme lui-même. C'est dans ce cadre-là qu'il faut aussi comprendre l'histoire et le rôle du syndicalisme — à la fois comme représentatif d'une volonté émancipatrice des exploités, élément d'intégration et d'intermédiaire entre le capital et le travail. Le syndicalisme n'est donc à nos yeux qu'un moyen parmi d'autres, concourant ponctuellement à la lutte des classes, que se choisissent des travailleurs selon les moments et les circonstances. Il n'est jamais question pour nous de soutenir sans conditions tel ou tel syndicat, mais simplement d'être présent-e-s là où des travailleurs se battent, lorsque nous jugeons que s'offrent des possibilités de rupture et d'ouverture. Il n'est pas non plus question pour nous de lutter à l'intérieur des appareils bureaucratiques ni d'occuper des postes de direction et de permanents syndicaux. Si radical que puisse être à un moment le combat mené à l'aide de l'outil syndical, nous ne perdons pas de vue qu'il ne saurait être une fin en soi.</p>
Le citoyenisme	<p>Le citoyenisme est une position politique et idéologique intégrant l'idée que toutes les personnes seraient égales face aux règles de l'Etat. Nous ne croyons pas à une telle « égalité », car nous pensons que ce qui détermine un individu dans cette société, c'est sa classe sociale, correspondant à des intérêts économiques et à des reproductions culturelles normées. Le citoyenisme essaie de faire croire que l'Etat est géré « démocratiquement » par l'ensemble des citoyen-ne-s, alors qu'il est aux mains des plus puissants, des plus riches, bref d'une classe sociale qui s'appelle la bourgeoisie. Faire croire que les bourgeois-es, les « classes moyennes » et les prolétaires ont les mêmes intérêts est tout simplement fallacieux.</p> <p>Si le citoyenisme (notamment républicain) se répand de plus en plus ces dernières années, c'est parce que l'ordre dominant en a besoin pour nier la lutte des classes et s'assurer une cohésion sociale favorable à ses intérêts. Les rengaines citoyennistes résonnent quand des rebelles attaquent la police lors des contre-somets, ou quand des voitures brûlent dans les quartiers populaires, par exemple, jamais quand des patrons licencient ou que des ministres s'octroient des salaires faramineux. Il n'y a qu'aux pauvres qu'on demande d'être citoyens et citoyennes !</p>
L'écologie	<p>La quasi-totalité des désastres écologiques, actuels ou à venir, sont des conséquences directes du mode de production qui domine la planète : il ne peut exister autrement que par un développement sans fin, l'absolue nécessité de détruire pour reconstruire ensuite avec profit, et porte constitutivement en lui une logique de mort. L'aboutissement d'une lutte écologiste ne peut donc provenir de l'addition de changements de comportement individuels. Il ne peut pas davantage s'incarner dans des structures qui s'accommodent tant bien que mal du mode de production capitaliste et des structures politiques le soutenant. Dissocier les luttes écologistes d'un combat anticapitaliste, c'est faire preuve à la fois d'un irréalisme coupable et d'une démagogie sans limites. Les principes économiques nous régissant impliquent une destruction de la planète que nulle réforme ne saurait freiner ni atténuer. C'est la volonté d'un futur égalitariste qui doit guider les luttes écologistes, et non la référence à un passé prétendument naturel et mythique ou à une quelconque symbiose mystique avec la « mère nature ».</p>
La solidarité	<p>Pour nous, la solidarité est un partage réciproque dans lequel il n'y a ni victimes ni sauveurs, mais des acteurs en lutte contre le même ennemi.</p> <p>Elle n'a donc rien à voir avec la charité ni avec l'assistance caritative qui, au niveau international, est devenue un bizness, un marché...</p> <p>La solidarité se distingue aussi à nos yeux du soutien politique, qui cherche à servir des intérêts partidaires et instrumentalise la lutte de ceux qu'il prétend soutenir.</p>

L'OCL : 40 ans d'anarchisme révolutionnaire

L'originalité de l'OCL repose sur quelques caractéristiques essentielles : une théorie et une pratique du communisme libertaire fondées sur la lutte des classes ; le mouvementisme et la priorité donnée aux structures de base liées par une communauté d'intérêts, l'anticapitalisme, l'anti-impérialisme, et l'impératif d'une rupture radicale avec l'exploitation, la domination et l'aliénation dans tous les domaines (politique, économie, rapports sociaux de sexe, environnement...). Nous privilégions l'intervention militante créatrice de ruptures politiques et sociales, plutôt que l'affirmation d'un « anarchisme » idéaliste et incantatoire, coupé des affrontements de classes qui traversent la société. Ce positionnement est le produit de l'histoire du « courant anarchiste » depuis la seconde moitié du XXe siècle.

L'OCL est issue de l'Organisation révolutionnaire anarchiste (ORA), qui prend ce nom en 1976 quand elle estime que la diversité des pratiques et projets étiquetés « anarchistes » est source de confusions. L'ORA, pour sa part, existait depuis 1967, mais d'abord comme tendance dans la Fédération anarchiste (FA). Les divergences étaient si importantes dans la FA des années 60 que l'énergie militante y était consacrée davantage à se neutraliser mutuellement qu'à lutter. La FA est en effet empreinte d'un anarchisme idéologique fondé sur un antimarxisme caricatural négateur, par exemple, de la lutte des classes comme facteur d'évolution historique. Dans le meilleur des cas, la pratique de ses groupes se limite à la propagande de l'idéal anarchiste du XIXe siècle, dans une finalité pédagogique et éducationniste : « Apprenons l'Anarchie aux masses, elles finiront par se rallier sous les plis du drapeau noir. » Cela ne satisfait bientôt plus celles et ceux qui souhaitent développer une intervention libertaire dans les luttes sociales (décolonisation, vie quotidienne, luttes des femmes, écologie, logement, immigration...) : après avoir créé une tendance au sein de la FA, ils et elles la quitteront.

En réaction au vaste fourre-tout qu'est la FA de l'époque, l'ORA va développer une stratégie d'organisation structurée, fondée sur la cohérence, le volontarisme et la discipline militante (position dite « plate-formiste », en référence à la plate-forme organisationnelle des anarchistes russes en exil rédigée par Archinov après la Révolution russe de 1917). Cependant, avec le succès que connaissent les groupes gauchistes de l'après-68, l'ORA devient une organisation similaire à ses concurrentes trotskistes ou maoïstes, hormis dans ses références idéologiques et ses buts proclamés. Ouvriérisme outrancier, activisme organisationnel, hiérarchisation des secteurs de lutte, simplification théorique et raccourcis doctrinaires finissent par déclencher une crise entre la pratique réelle des groupes et le discours de l'organisation — crise que traduit à son congrès de 1976 le clivage entre deux tendances antagonistes.

La première fonde sa pratique et sa stratégie sur le secteur de l'entreprise et l'intervention dans les syndicats. L'Union des travailleurs communistes libertaires (UTCL) en naîtra alors, qui accordera la primauté à la lutte sur le terrain économique par l'entrisme syndical et au développement d'un appareil politique classique. L'actuelle Alternative libertaire, qui lui a succédé, vise principalement à sa reconnaissance institutionnelle par la gauche de la gauche, syndicale et politique.

La seconde tendance, aux antipodes de cette vision partidairiste et ouvriériste, devient l'OCL. Elle estime que l'effort militant doit investir tous les champs de lutte de la société, car la lutte des classes ne peut être réduite au seul terrain économique. Elle fait le bilan des travers gauchistes de l'ORA, et considère que l'organisation telle que définie par la plate-forme d'Archinov (unité idéologique, unité tactique, programme anarchiste) est une structure illusoire. Car ce ne sont pas les organisations politiques ou syndicales qui transforment un sujet historique (le prolétariat) en sujet révolutionnaire, mais la combativité dans les luttes sociales, en permettant à des gens en mouvement de passer d'une phase revendicative à une phase rupturiste selon un processus de conscientisation et d'autonomisation.

Mais, bien que rompant avec le plate-formisme, l'OCL continue de vivre pendant quelques années sur un mode centralisé, qui se traduit notamment par une dichotomie Paris-province dans la réalisation de son journal Front libertaire. Cela conduit à une crise majeure en 1978-1979, période où l'OCL parisienne est un temps séduite par les sirènes de l'« autonomie » importée d'Italie et plaquée sur une réalité hexagonale fort différente. Cette phase « autonome » n'est en fait qu'une résurgence de l'ouvriérisme des années précédentes, avec la « découverte » d'un nouveau sujet révolutionnaire, le jeune prolétaire rebelle et urbain, et la mythification de l'émeute lieu central de l'affrontement de classe. Cette dérive entraîne une rupture Paris-province et la disparition du journal, tout en donnant à l'OCL nombre d'acquis sur la violence révolutionnaire et la lutte armée.

Après 1979, l'OCL ne compte plus qu'une dizaine de groupes, basés en province ; ils vont travailler à la mise en place d'un nouveau mensuel, Courant alternatif (CA), pris en charge collectivement pour éviter la centralisation des lieux de décision et d'expression de l'organisation. CA est d'ailleurs édité par l'OCL mais sans en être l'organe : l'organisation n'a pas une expression unique, elle est traversée par des débats et des pratiques dont elle n'a pas l'exclusivité.

Durant la première moitié des années 80, l'OCL disparaît en tant qu'organisation classique (tout en conservant le mot dans son nom) : elle est une coordination de groupes militants intervenant dans des mouvements locaux et spécifiques, mettant en commun leurs analyses et pratiques dans Courant alternatif, ou lors de rencontres annuelles. L'OCL apparaît ainsi comme « organisation anti-organisationnelle » (un paradoxe à l'origine de bien des incompréhensions), en ce que l'effort militant doit, pour ses membres, porter non sur la mise en avant de l'organisation et son extension, mais sur une intervention dans les mouvements sociaux et le renforcement de ceux-ci, afin d'aller vers toujours plus d'autonomie et de radicalité dans les luttes.

En 1986, avec la parution de L'Etat des lieux (1), l'OCL fait le bilan des limites d'une simple juxtaposition des pratiques, et tente de favoriser le développement d'une organisation conçue comme un outil de partage et d'impulsion d'expériences et de réflexions militantes.

L'OCL a ainsi participé à ou construit avec d'autres un certain nombre de campagnes hexagonales (contre les sommets franco-africains, coordination nationale antifasciste, contre le G7, Initiative pour une alternative au capitalisme, coordination Stop-Nucléaire, mouvement des chômeurs, solidarité avec les sans-papiers...) et choisi d'apparaître lorsque ses positions ne sont pas suffisamment développées par une lutte, et qu'une affirmation communiste libertaire spécifique s'impose.

La diffusion de Courant alternatif en kiosques a favorisé cette nouvelle approche, tout comme la production d'un matériel organisationnel spécifique : brochures, autocollants, affiches, tracts hexagonaux et numéros thématiques hors série de CA... Au tournant du XXIe siècle a eu lieu une tentative de réunifier le mouvement anarchiste autour d'un « Appel à l'unité des libertaires ». L'OCL y a apporté sa contribution avec un numéro spécial, « Mythes et réalités du mouvement anarchiste », rappelant que l'affiliation idéologique n'induit pas automatiquement une cohérence politique. Une analyse que l'élection présidentielle de 2002 est venue illustrer : quand, à l'instar de la gauche, la quasi-totalité des structures libertaires ont versé dans l'antifascisme interclassiste en appelant à voter Chirac contre Le Pen. Anarchistes et gauchistes ont ainsi permis à la bourgeoisie de durcir sa domination et de reprendre son offensive de classe en confortant les illusions démocratiques et citoyennes d'un « capitalisme à visage humain », et en laissant encore plus désarmé un mouvement social déjà en manque de repères. Ce alors que, depuis les grèves de 1995, on constate une résurgence de la combativité des exploité-es qu'il convient d'alimenter dans une perspective révolutionnaire, en se débarrassant des instances politiques et syndicales de cogestion qui contribuent à reproduire ce système tout en prétendant juguler ses excès.

Depuis 2003, l'OCL entretient des relations privilégiées avec Offensive libertaire et sociale (OLS), regroupement militant issu de l'antifascisme radical, et qui par son cheminement propre élabore des analyses et des stratégies convergentes largement avec les nôtres. Des numéros communs de nos revues et les rencontres libertaires d'Eychenat nous permettent d'échanger sur notre militantisme, pour intervenir dans les luttes selon un même souci d'autonomie politique et de libération sociale, pour aller vers le développement actualisé d'une théorie et d'une pratique communistes anarchistes et révolutionnaires toujours à réinventer.

(1) *L'Etat des lieux, et la politique bordel ! est un livre collectif qui établit secteur par secteur (mouvements de libération nationale, antinucléaire, syndicalisme, antimilitarisme, lutte des femmes...) les acquis et les positions de l'OCL en 1986 — il est aujourd'hui épuisé.*

L'OCL et les mouvements	<p>Un mouvement tel que nous le concevons est un ensemble de personnes, militantes ou pas, qui tentent de réagir collectivement à telle ou telle forme d'oppression ou d'exploitation. Il est fait de ce que sont ces personnes, de leur réalité sociale, des raisons et des objectifs pour lesquels elles luttent comme des contradictions qui les traversent.</p> <p>Nous ne mesurons pas l'intérêt d'un mouvement à sa « potentialité révolutionnaire », mais à la dynamique qu'il est capable de créer. Ainsi, un mouvement même situé à un niveau bas de contestation peut se révéler passionnant parce que les brèches qu'il provoque donnent l'occasion à des gens de s'ouvrir, se découvrir, aller à leur rythme vers plus de radicalité, c'est-à-dire de compréhension, et donc de remise en cause de la société. C'est dans cet état d'esprit que nous intervenons dans les mouvements (étant entendu que les militant-e-s de l'OCL n'entrent pas dans un mouvement par tactique mais parce qu'ils-elles partagent la réalité sociale, les besoins, les objectifs des gens qui luttent).</p> <p>Agir dans un mouvement, c'est y pointer des contradictions, y introduire des éléments de réflexion (par exemple en y posant les problèmes en termes anticapitalistes) et y favoriser l'auto-organisation de ses actrices et acteurs ; c'est en fait y construire une impulsion de libération sociale, en créant les conditions permettant que se développe un esprit de défiance vis-à-vis de l'Etat, un esprit de rébellion, de désobéissance et d'insoumission ; c'est œuvrer à tout ce qui peut favoriser l'autonomie populaire et la rupture avec cette société au détriment des projets réformistes et intégrationnistes.</p>
Le fascisme	<p>Le fascisme est une dictature qui s'appuie sur une doctrine de réconciliation des classes, au service d'un Etat-nation, articulant une organisation corporatiste et verticale des travailleurs à un Etat militarisé tout-puissant. Il professe un anticapitalisme qui est seulement de façade puisque, en réalité, il ne parvient au pouvoir qu'avec l'aide et l'aval du grand capital et d'une partie de la bourgeoisie, et souvent le plus légalement du monde, c'est-à-dire grâce aux élections.</p> <p>Les causes historiques du fascisme ont été, dans les années 20 et 30, la crise du capitalisme (nouvelle révolution industrielle non maîtrisée) et l'absence de dynamique révolutionnaire (défaite du mouvement ouvrier en 1914 entraînant l'écrasement dans le sang de toutes les tentatives réellement socialistes).</p> <p>La démocratie parlementaire n'est donc nullement un rempart contre le fascisme, ni contre une quelconque autre forme de totalitarisme susceptible d'apparaître. L'histoire nous a appris que, lorsque l'alternative est entre révolution sociale et fascisme, la social-démocratie elle-même (et les staliniens !) n'hésite pas à combattre la révolution, au risque avéré de faire triompher le fascisme (union sacrée en 1914, Allemagne en 1920, Espagne en 1937, pleins pouvoirs à Pétain en France, etc.).</p> <p>Notre antifascisme, qui est un des éléments de notre engagement politique contre la société actuelle, ne saurait s'accommoder d'aucune alliance, même ponctuelle, avec ces forces, antifascistes seulement quand le capitalisme ne réclame pas de dictature ; nous sommes donc opposés aux stratégies frontistes (du genre front commun contre...). Le véritable antifascisme ne peut être qu'anticapitaliste, et c'est seulement sur cette base qu'une lutte efficace peut être menée.</p>
Les luttes de libération nationale	<p>Etant internationalistes, nous sommes par là même anticolonialistes et anti-impérialistes. Or les luttes de libération nationale ont souvent été une révolte contre la situation subie par des populations exploitées, dominées, colonisées.</p> <p>Comme toutes les autres luttes, elles ne sont pas sans contradictions et sont traversées par la lutte des classes : elles peuvent participer au combat pour la réappropriation d'un pouvoir collectif dans un espace concret et maîtrisé, mais également franchir un point limite au-delà duquel l'affirmation de l'appartenance se retourne en une logique d'exclusion ; elles peuvent porter en avant un projet social et égalitaire, mais elles sont aussi fréquemment le marchepied pour l'accession au pouvoir d'une bourgeoisie locale jusque-là privée de ses prérogatives par le colonisateur.</p> <p>C'est pourquoi, lorsque nous soutenons ou participons à une lutte de libération nationale, nous mettons en avant le concept de libération nationale et sociale. Cela signifie :</p> <ul style="list-style-type: none"> - défendre l'idée que la libération réelle passe par une réorganisation de la production en fonction des besoins exprimés par les classes exploitées, et non en fonction des « impératifs » du marché et du profit ; - combattre les tactiques d'intégration dans les institutions et favoriser les structures de contre-pouvoir et de base au détriment du pouvoir des partis ; - lutter contre les revendications qui tendraient à renforcer le poids d'une future bourgeoisie et des notables locaux ; - favoriser dans le lien d'appartenance ce qui s'acquiert (langue, lutte...) au détriment de ce qui est donné (liens du sang, etc.) - refuser que la lutte armée, quand elle existe, ait un rôle de direction.